

## SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR A FIN JANVIER 2021

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances à fin janvier 2021 fait ressortir un excédent budgétaire de 2,6 MM.DH, contre un déficit de 2,1 MM.DH à fin janvier 2020, soit une amélioration de près de 4,7 MM.DH. Cette situation s'explique par les principales évolutions décrites ci-après.

Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, une hausse de près de 988 M.DH comparativement à janvier 2020.

L'augmentation des recettes fiscales de près 189 M.DH recouvre :

- Une hausse des recettes au titre de l'IR (+602 M.DH), de la TVA à l'intérieur (+272 M.DH) et des droits d'enregistrement et de timbre (+252 M.DH).
- Une quasi-stabilité des recettes au titre des droits de douane qui se sont élevées à 853 M.DH.
- Une baisse des recettes tirées de l'IS (-156 M.DH), des taxes intérieures de consommation (TIC) (-377 MM.DH) et de la TVA à l'importation (-413 M.DH). L'évolution des TIC est attribuable essentiellement au recul des TIC sur les produits énergétiques (-358 M.DH). La baisse de la TVA à l'importation s'explique par le repli de la TVA aussi bien sur les produits énergétiques (-168 M.DH) que sur les autres produits (-245 M.DH).

S'agissant des recettes non fiscales, elles ont enregistré une augmentation de 769 M.DH, imputable, à hauteur de 500 M.DH, à un versement de l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie au titre des dividendes de 2020.

L'exécution des dépenses fait ressortir une baisse de 4,2 MM.DH et un taux d'exécution de 8,2%. La baisse par rapport à janvier 2020 est imputable à un repli des dépenses au titre des biens et services (-3,7 MM.DH) et des intérêts de la dette (-0,5 MM.DH). La charge de la